

EN GRÈVE JUSQU'AU RETRAIT, C'EST MAINTENANT OU JAMAIS !

Depuis le 5 décembre l'éducation se mobilise massivement, à l'instar d'autres secteurs. Plus d'1,5 million de manifestant•e•s le 5 décembre, plus d'1,8 million de personnes dans la rue le 17 décembre et de nombreux établissement/écoles fermé•e•s et impacté•e•s. A la rentrée, le 6 janvier, les cheminot•e•s de Strasbourg et Mulhouse arriveront au terme de leur premier mois de grève. C'est plus qu'en décembre 95 ! Et dans l'éducation ?

Le contenu de la réforme nous est connu depuis que le rapport Delevoye été rendu public il y a quelques mois. Malgré les annonces d'E. Philippe le 11 décembre, celui-ci n'a pas bougé hormis l'introduction d'un âge pivot à 64 ans et une division intergénérationnelle, factice, à l'année 1975. Cette réforme censée équilibrer le déficit de l'assurance retraites va en réalité l'accroître. En effet, le plafond de cotisation à 10 000 € mensuels et la baisse des cotisations employeurs à un taux unique de 13,4% vont générer un déficit annuel supplémentaire de 5 milliards par an pour chacune des 25 années à venir.

Les négociations annoncées ne concerneraient la réforme qu'à la marge car le gouvernement ne veut toujours pas entendre parler des critères de pénibilité car cela sous-entendrait « que le travail est pénible ». Macron et son gouvernement s'entêtent à vouloir confier nos retraites aux capitalistes comme en témoigne l'attribution de la légion d'honneur au PDG de Blackrock France.

Dans l'éducation la mise en place d'une telle réforme aurait des répercussions dramatiques. Les pensions baisseront jusqu'à 900€, en amenant les collègues à se tourner vers les fonds de pensions. Les maigres revalorisations annoncées pour compenser cette perte, s'accompagneront d'une redéfinition importante du métier d'enseignant•e : annualisation et augmentation du temps de travail, redéfinition des obligations réglementaires de service avec de nouvelles missions comme l'orientation des élèves, polyvalence des enseignant•e•s sur plusieurs matières, renforcement des temps de formation pendant les

vacances scolaires, etc. Ces pistes sont celles proposées par la cour des comptes et l'institut Montaigne depuis environ 10 ans. La réforme des retraites est donc une aubaine pour les mettre en œuvre. On imagine aisément les conditions de travail des enseignant•e•s et des élèves si le statut venait à être transformé de la sorte.

Comme si ce n'était pas suffisant, le gouvernement augmenté de 10 000€ le plafond des primes destinées aux recteurs, DASEN et secrétaires généraux des académies. Et cela en plein mouvement social. Enfin, la loi de transformation de la fonction publique est devenue effective au 1^{er} janvier 2020 en introduisant :

- La disparition des CAPA : les syndicats ne pourront plus défendre les droits collectifs des agents face à l'arbitraire de l'administration ;
- La rupture conventionnelle à l'initiative de l'administration qui permettra d'imposer des licenciements déguisés et organiser le harcèlement des collègues ;
- Un pouvoir accru des chefs d'établissement avec notamment un droit de regard sur les résultats des mutations ;
- Le recrutement par CDD de chefs « liquidateurs » venus du privé afin d'imposer un management pathogène et mortifère.

A ce titre, la condamnation des anciens dirigeants de France Télécom en décembre 2019 devrait nous amener à combattre fermement l'introduction de telles pratiques dans la fonction publique.

La grève du 9 janvier a de nouveau été très suivie dans l'éducation mais il faut intensifier le mouvement. L'intersyndicale nationale appelle à poursuivre la grève les 14, 15 et 16 janvier. Le gouvernement est fébrile, engouffrons nous dans la brèche. On va gagner !

TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 14, LE 15 ET LE 16 JANVIER!
RASSEMBLEMENT DE L'EDUCATION EN LUTTE DEVANT LE RECTORAT DE
STRASBOURG LE 14 JANVIER A 11H PUIS MANIFESTATION A 14H A LA PLACE
KLEBER